

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/31915]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la procédure d'introduction des demandes des subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations et associations sportives reconnues par la Communauté française, ainsi que leurs modalités de calcul et leurs conditions d'octroi

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, article 34 ;

Vu le test genre du 16 novembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 novembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des sports, donné le 21 décembre 2021 ;

Vu l'avis n^o 70.991/4 du Conseil d'Etat, donné le 7 mars 2022, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 novembre 2020 fixant la procédure de reconnaissance et de classement du mouvement sportif organisé ainsi que le subventionnement pour le développement du sport de haut niveau et des formations de cadre ;

Sur la proposition de la Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « décret » : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

2^o « Administration » : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française ;

3^o « année budgétaire » : la période commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre ;

4^o « article de base » : subdivision budgétaire visée aux articles 6, 4^o, b), et 8, §1^{er}, alinéa 2 du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française. ;

5^o « moniteur sportif animateur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif animateur délivré par l'Administration ;

6^o « moniteur sportif initiateur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif initiateur délivré par l'Administration ;

7^o « moniteur sportif éducateur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif éducateur délivré par l'Administration ;

CHAPITRE 2. — *De l'Introduction des demandes de subventions forfaitaires de fonctionnement*

Art. 2. Pour bénéficier de la subvention forfaitaire de fonctionnement, visée à l'article 34 du décret, les fédérations et associations reconnues doivent introduire une demande à l'Administration en utilisant les formulaires dont le modèle est déterminé par le Ministre.

La demande de subvention doit être introduite au plus tard pour le 31 mars de l'année budgétaire pour laquelle la subvention est sollicitée. La demande introduite après cette date est irrecevable sauf cas de force majeure dûment motivé. La demande introduite après le 15 avril de l'année budgétaire pour laquelle la subvention est sollicitée est irrecevable.

La demande de subvention est signée par l'administrateur de la fédération ou de l'association concernée en charge de sa gestion.

Art. 3. §1^{er}. La fédération ou association sportive reconnue doit joindre les documents suivants à sa demande de subvention :

1^o le procès-verbal de la dernière assemblée générale, en ce compris le rapport des vérificateurs aux comptes visé à l'article 3:47 du Code des Sociétés et des Associations, approuvant :

- a) le projet de budget de l'année budgétaire pour laquelle la demande de subvention est sollicitée ;
- b) le bilan et le compte d'exploitation, en dépenses et recettes, de l'année écoulées présentées selon le modèle fixé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2020 fixant le modèle de comptabilité des fédérations sportives, des fédérations sportives non-compétitives, de la fédération sportive handisport, des associations sportives multidisciplinaires, de l'association sportive handisport de loisir, et de l'association sportive dans l'enseignement supérieur ;
- c) le rapport visé à l'article 3:48 du Code des Sociétés et des Associations rédigé par l'organe d'administration ;
- d) pour les fédérations ou les associations qui n'ont pas introduit de plan-programme visé à l'article 37 du décret, le programme des activités de l'année en cours ainsi que ses objectifs prioritaires ;

2^o la liste des cercles ou centre sportif dans l'enseignement supérieur, selon le cas, qui lui sont affiliés en renseignant pour chacun d'eux :

- a) l'adresse de son siège social ;
- b) le lieu habituel d'exercice de ses activités ;

- c) le nombre de membres affiliés par catégorie d'âge et de genre
- d) l'indication de la présence d'un Défibrillateur Externe Automatique (DEA) dans les infrastructures sportives utilisées par ses cercles ainsi que la preuve qu'une formation continue de l'utilisation du DEA a été organisée pour ses affiliés

3° le nombre de membres du cadre à vocation pédagogique en précisant :

- a) leur statut ;
- b) la nature de leur contrat ;
- c) leur fonction ;
- d) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein ;

4° le nombre de membres du cadre administratif en précisant :

- a) leur statut ;
- b) la nature de leur contrat ;
- c) leur fonction ;
- d) le nombre d'heures prestées rapportées en équivalent temps plein ;

5° le nombre d'arbitres nationaux et de haut niveau par catégorie de genre ;

La liste visée à l'alinéa 1^{er}, 2° à 5°, contient des données mises à jour au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire précédant l'année d'introduction de la demande de subvention.

Les données visées à l'alinéa 1^{er}, 2° à 5°, sont des données agrégées ne comprenant aucune donnée à caractère personnel permettant d'identifier une personne de manière individuelle.

§2. En complément aux informations visées au §1^{er}, 2°, la fédération sportive handisport renseigne également, le nombre de membres affiliés, par catégorie d'handicap classifié tel que déterminé par le Comité Paralympique International par sportif affilié.

En complément aux informations visées au §1^{er}, 2°, l'association sportive handisport de loisir renseigne également, le nombre de membres affiliés par catégorie de déficience.

§3. Seules les obligations découlant du §1^{er}, 1°, 2° et 4°, s'appliquent à l'association sportive dans l'enseignement supérieur.

Seules les obligations découlant du §1^{er}, 1° et 4°, s'appliquent à la fédération sportive scolaire.

CHAPITRE 3. — *Des modalités de calcul*

Art. 4. §1^{er}. Les crédits disponibles des articles de base de la division organique « Sport » du budget de la Communauté française visés par l'article 43, 1°, 3°, 4° et 5°, du décret sont, chacun, divisés en cinq enveloppes numérotées par les lettres A à E :

1° l'enveloppe A correspond à l'élément « nombre de membres » visé à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, 1°, du décret ;

2° l'enveloppe B correspond à l'élément « nombre de cercles » visé à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret ;

3° l'enveloppe C correspond à l'élément « nombre de sportifs sous statuts de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaire d'entraînement » visé à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, 3°, du décret ;

4° l'enveloppe D correspond à l'élément « nombre de cadre à vocation pédagogique, en ce compris les arbitres de nationaux et de haut niveau, ayant suivi une formation certifiée » visé à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, 4°, du décret ;

5° l'enveloppe E correspond à l'élément « respect des principes de bonne gouvernance » visé à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, 5°, du décret.

Le montant à affecter à chacune des enveloppes est déterminé en tenant compte de la proportion renseignée à l'article 34, §2, alinéa 1^{er}, du décret.

§2. Les dispositions prévues au §1^{er}, 3°, ne s'appliquent pas aux associations et fédérations sportives n'ayant pas de sportifs sous statut de sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement affiliés en leur sein.

Le montant à affecter à chacune des enveloppes visées au §1^{er}, 1°, 2°, 4° et 5°, est déterminé en tenant compte de la proportion renseignée à l'article 34, §2, alinéas 1^{er} et 2, du décret.

Pour la fédération sportive handisport et l'association handisport de loisir, le montant à affecter à chacune des enveloppes est déterminé en tenant compte de la règle renseignée à l'article 34, §2, alinéa 3, du décret. Les dispositions prévues au §1^{er}, 3° ne s'appliquent pas à l'association handisport.

§3. Le montant de chaque enveloppe déterminée en application des paragraphes 1^{er} et 2 est ensuite ventilé entre les différentes fédérations et associations visées par l'article de base selon les modalités prévues aux articles 5 à 9.

§4. La subvention forfaitaire de fonctionnement octroyée à une fédération ou une association sportive correspond à la somme des différents montants calculés dans chaque enveloppe de l'article de base pour lequel elle est éligible. Une fédération ou association sportive ne peut relever que d'un seul article de base par application du principe dit de spécialité budgétaire.

Art. 5. Dans l'enveloppe A, un forfait fixe de 15.000 euros est accordé à chaque fédération ou association sportive, selon le cas. Ce forfait est appelé « forfait fixe de l'enveloppe A ».

La somme des « forfaits fixes de l'enveloppe A » accordés pour l'ensemble des fédérations ou associations est soustrait du montant de l'enveloppe A pour obtenir un solde appelé « forfait a ».

Le solde du « forfait a » est réparti entre les fédérations ou associations sportives en tenant compte du nombre de membres qui leur sont affiliés et selon les modalités suivantes :

1° chaque fédération ou association se voit attribuer un nombre de points correspondant au nombre de membres affiliés en fonction de la grille figurant en annexe au présent arrêté (tableau 1) :

2° les points obtenus par chaque fédération ou association sont ensuite additionnés pour obtenir un « résultat A » ;

3° le « forfait a » est divisé par le « résultat A » afin de dégager la valeur d'un point ;

4° la valeur d'un point sera enfin multipliée par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association par application du littéra 1° pour obtenir un montant appelé « forfait variable de l'enveloppe A ».

Le montant octroyé à une fédération ou association dans l'enveloppe A est calculé en additionnant le « forfait fixe de l'enveloppe A » et le « forfait variable de l'enveloppe A ». Ce montant est appelé « forfait de l'enveloppe A ».

Art. 6. §1^{er}. Dans l'enveloppe B, un forfait fixe de 15.000 euros est accordé à chaque fédération ou association sportive, selon le cas. Ce forfait est appelé « forfait fixe de l'enveloppe B ».

La somme des « forfaits fixes de l'enveloppe B » accordés pour l'ensemble des fédérations ou associations est soustraite du montant de l'enveloppe B pour obtenir un solde appelé « forfait b ».

Le solde du « forfait b » est réparti entre les fédérations ou associations sportives en tenant compte du nombre de cercles qui leur sont affiliés et selon les modalités suivantes :

1° chaque fédération ou association se voit attribuer un nombre de points correspondant au nombre de cercles affiliés en fonction de la grille figurant en annexe au présent arrêté (tableau 2) ;

2° les points obtenus par chaque fédération ou association sont ensuite additionnés pour obtenir un « résultat B » ;

3° le « forfait b » est divisé par le « résultat B » afin de dégager la valeur d'un point ;

4° la valeur d'un point sera enfin multipliée par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association par application du littéra 1° pour obtenir un montant appelé « forfait variable de l'enveloppe B ».

Le montant octroyé à une fédération ou association dans l'enveloppe B est calculé en additionnant le « forfait fixe de l'enveloppe B » et le « forfait variable de l'enveloppe B ». Le cas échéant, les autres « forfaits variables de l'enveloppe B » calculés en application des règles énoncées aux paragraphes 2 et 3 sont également additionnés à ce montant.

Le montant octroyé à une fédération ou association dans l'enveloppe B est appelé « forfait de l'enveloppe B ».

§2. Si le montant du « forfait de l'enveloppe B » d'une fédération ou d'une association sportive est supérieur à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A », obtenu par application des règles énoncées à l'article 5 pour cette même fédération ou association, le montant du « forfait de l'enveloppe B » est raboté à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A », avec un minimum garanti de 15.000 euros.

Le reliquat découlant du forfait raboté est versé dans un pot commun.

Le pot commun est alimenté de l'ensemble des reliquats calculés pour les fédérations ou associations sportives dont le montant « forfait de l'enveloppe B » est supérieur au montant du « forfait de l'enveloppe A ».

§3. Le montant du pot commun visé au paragraphe 2 est réparti entre les fédérations ou les associations dont le montant du « forfait de l'enveloppe B » est inférieur à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A » selon les modalités suivantes :

1° le montant du pot commun est divisé par le nombre de points obtenus par l'ensemble des fédérations ou associations concernées. Le reste de cette division est appelé « reste x » ;

2° le « reste x » est multiplié par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association concernée par application de la méthode décrite au §1^{er}, 1°. Le produit de cette multiplication est appelé le « forfait variable bis de l'enveloppe B » ;

3° la somme des montants « forfait variable bis de l'enveloppe B » et « forfait de l'enveloppe B » doit être inférieure à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A », sous réserve de voir raboter ce montant. Dans ce cas de figure, le reliquat est versé dans un pot commun bis ;

4° le montant du pot commun bis est divisé par le nombre de points obtenus par les fédérations ou associations dont le montant du « forfait de l'enveloppe B », additionné du montant du « forfait variable bis de l'enveloppe B » est inférieur à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A ». Le reste de cette division est appelé « reste x bis » ;

5° le « reste x bis » est multiplié par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association concernée par application de la méthode décrite au §1^{er}, 1°. Le produit de cette multiplication est appelé le « forfait variable ter de l'enveloppe B » ;

6° la somme des montants « forfait variable ter de l'enveloppe B », « forfait variable bis de l'enveloppe B » et « forfait de l'enveloppe B » doit être inférieure à cinquante pourcents du montant du « forfait de l'enveloppe A », sous peine d'être raboté à ce montant. Dans ce cas de figure, le reliquat est versé dans un pot commun ter ;

7° les règles décrites aux literas 4° à 6° s'appliquent pour répartir le solde du pot commun ter entre les fédérations ou associations concernées et ce, ainsi de suite, jusqu'à épuisement du solde.

Art. 7. Dans l'enveloppe C, le montant de l'enveloppe est réparti entre les fédérations ou associations sportives en tenant compte, d'une part, du nombre de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs et de partenaires d'entraînement qui leur sont affiliés et, d'autre part, de la présence d'un centre de formation en leur sein. La répartition du montant de l'enveloppe C s'opère selon les modalités suivantes :

1° chaque fédération ou association se voit attribuer un nombre de points par sportifs de haut niveau, espoirs sportifs et partenaires d'entraînement qui lui sont affiliés et par centre de formation créé en son sein. Le nombre de point pour les catégories précitées est fixé dans la grille figurant en annexe au présent arrêté (tableau 3) ;

2° les points obtenus par chaque fédération ou association sont ensuite additionnés pour obtenir un « résultat C » ;

3° le montant de l'enveloppe C est divisé par le « résultat C » afin de dégager la valeur d'un point ;

4° la valeur d'un point sera enfin multipliée par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association par application du littéra 1° pour obtenir un montant appelé « forfait de l'enveloppe C ».

Art. 8. §1^{er}. Dans l'enveloppe D, le montant de l'enveloppe est divisé en deux sous-enveloppes :

- 1) une sous-enveloppe dans laquelle est calculé le nombre de cadres sportifs. Elle est pondérée à septante-cinq pourcents du montant de l'enveloppe D et est appelée « sous-enveloppe D1 » ;
- 2) une sous-enveloppe dans laquelle est calculé le nombre d'arbitres de haut niveau et d'arbitres nationaux. Elle est pondérée à vingt-cinq pourcents du montant de l'enveloppe D et est appelée « sous-enveloppe D2 »

§2. La répartition du montant de la « sous-enveloppe D1 » s'opère selon les modalités suivantes :

1° chaque fédération ou association se voit attribuer un nombre de points par moniteur sportif animateur, moniteur sportif initiateur, moniteur sportif éducateur et moniteur sportif entraîneur. Le nombre de point pour les catégories précitées est fixé dans la grille figurant en annexe au présent arrêté (tableau 4.1) ;

2° les points obtenus par chaque fédération ou association sont ensuite additionnés pour obtenir un « résultat D1 » ;

3° le montant de la « sous-enveloppe D1 » est divisé par le « résultat D1 » afin de dégager la valeur d'un point ;

4° la valeur d'un point sera enfin multipliée par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association par application du litera 1° pour obtenir un montant appelé « forfait de la sous-enveloppe D1 ».

§3. La répartition du montant de la « sous-enveloppe D2 » s'opère selon les modalités suivantes :

1° chaque fédération ou association se voit attribuer un nombre de points par arbitre national et arbitre de haut niveau. Le nombre de point pour les catégories précitées est fixé dans la grille figurant en annexe au présent arrêté (tableau 4.2) ;

2° les points obtenus par chaque fédération ou association sont ensuite additionnés pour obtenir un « résultat D2 » ;

3° le montant de la « sous-enveloppe D2 » est divisé par le « résultat D2 » afin de dégager la valeur d'un point ;

4° la valeur d'un point sera enfin multipliée par le nombre de points obtenus par la fédération ou l'association par application du litera 1° pour obtenir un montant appelé « forfait de la sous-enveloppe D2 ».

§4. Le montant octroyé à une fédération ou une association sportive dans l'enveloppe D est calculé en additionnant le « forfait sous-enveloppe D1 » et le « forfait sous-enveloppe D2 ». Ce montant est appelé « forfait de l'enveloppe D » :

Art. 9. §1^{er}. Une association ou une fédération sportive répond au critère relatif au respect des principes de bonne gouvernance si : elle a désigné en son sein un référent « Vivons Sport » tel en application de l'article 16, §1^{er}, du décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique.

§2. Dans l'enveloppe E, le montant de l'enveloppe est réparti entre les fédérations ou associations sportives qui répondent aux conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, selon les modalités suivantes :

1° pour chaque fédération ou association, l'on additionne les montant renseignés ci-après pour obtenir un montant appelé « forfait A-D » :

- a) « forfait de l'enveloppe A » obtenu par application des règles énoncées à l'article 5 ;
- b) « forfait de l'enveloppe B » obtenu par application des règles énoncées à l'article 6 ;
- c) « forfait de l'enveloppe C » obtenu par application des règles énoncées à l'article 7 ;
- d) « forfait de l'enveloppe D » obtenu par application des règles énoncées à l'article 8 ;

2° le montant des enveloppe A, B, C et D déterminé en application de l'article 4 sont additionnés pour obtenir un montant appelé « somme des enveloppes A B C D » ;

3° le « forfait A-D » obtenu pour chaque fédération ou association est ensuite divisé par la « somme enveloppes A B C D » pour obtenir un montant E ;

4° pour chaque fédération ou association, le montant E est multiplié par le montant de l'enveloppe E déterminé en application de l'article 4. Le montant ainsi obtenu est appelé « forfait de l'enveloppe E ».

CHAPITRE 4. — Des modalités d'octroi

Art. 10. §1^{er}. Le montant de la subvention, déterminé par application des articles 5 à 9, est octroyé annuellement à la fédération ou l'association sportive reconnue pour une période de deux années budgétaires.

Si une fédération ou association est reconnue au cours de la période de deux ans, visée à l'alinéa 1^{er}, le montant de sa subvention forfaitaire de fonctionnement sera calculé lors de la prochaine période de deux années.

§2. Au minimum soixante pourcent du montant de la subvention doit être consacré :

1° à la rémunération du personnel du cadre administratif pour les fédérations sportives et la fédération sportive handisport ;

2° à la rémunération du personnel du cadre administratif et sportif pour les fédérations sportives non compétitives, les associations sportives multidisciplinaires et l'association sportive handisport de loisir.

Par rémunération, l'on entend :

- le salaire en espèces auquel le personnel sous contrat a droit à charge de l'employeur en raison de son engagement, y compris les titres-repas, le pécule de vacances et la prime de fin d'année, mais à l'exclusion des autres avantages extra-légaux quels qu'ils soient ;

- la rétribution due à un prestataire de service désigné en application de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

§3. La subvention forfaitaire de fonctionnement doit être utilisée pour recruter ou rémunérer au moins un demi-équivalent temps plein de type administratif.

Art. 11. L'utilisation du montant de la subvention est justifiée par la production des pièces suivantes :

- 1° un rapport récapitulatif des dépenses ;
- 2° l'ensemble des pièces comptables justifiant les dépenses.

Toutes les pièces comptables justifiant la demande de subvention sont tenues à la disposition de l'Administration et sont à fournir dans un délai de 15 jours ouvrables sur simple demande afin que l'administration puisse exercer ses missions de contrôle. Les pièces seront archivées par la fédération pour une période de 10 ans à compter de la date de paiement du solde de la subvention. Elles pourront être contrôlées à tout moment durant cette période.

CHAPITRE 5. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. §1^{er}. Par dérogation à l'article 2, alinéa 2, les associations et fédérations sportives introduisent leur demande de subvention au plus tard pour le 15 avril 2022.

§2. Par dérogation à l'article 3, §1^{er}, alinéa 2, les données prises en compte pour le calcul de la subvention forfaitaire de fonctionnement pour les années 2022 et 2023 sont les suivantes :

1° le nombre de membres affiliés pour les fédérations ou associations sportives est le nombre transmis par celles-ci à l'Administration au 31 décembre 2019 ;

2° le nombre de cercles affiliés pour les fédérations ou associations sportives est le nombre transmis par celles-ci à l'Administration au 31 décembre 2019 ;

3° le nombre de cadres sportifs, moniteurs sportifs et moniteurs sportifs entraîneurs pour les fédérations ou associations sportives est le nombre transmis par celles-ci à l'Administration à partir du 1^{er} janvier 2013 jusqu'au 31 décembre 2020 ;

4° la présence d'un centre de formation au sein d'une fédération ou association est pris en compte au 31 décembre 2020 ;

5° le nombre de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs et de partenaires d'entraînement affiliés pour les fédérations ou associations sportives est le nombre transmis par celle-ci à l'Administration au 30 juin 2021 ;

6° le nombre d'arbitres nationaux et d'arbitres de haut niveau affiliés pour les fédérations ou associations sportives est le nombre transmis par celles-ci à l'Administration au 30 juin 2021.

Art. 13. Les fédérations ou associations sportives qui, par application des règles énoncées aux articles 5 à 9, voient le montant de leur subvention forfaitaire de fonctionnement diminué par rapport au montant reçu pour l'année 2021, reçoivent pour les années 2022 à 2024 les montants complémentaires suivants :

1° pour l'année 2022 : un montant complémentaire pour leur permettre d'obtenir un montant qui, additionné au montant qu'elles obtiennent par application des règles énoncées aux articles 5 à 9, est égal au montant de la subvention reçue en 2021 ;

2° pour l'année 2023 : un montant complémentaire correspondant aux deux tiers du montant complémentaire reçu en application du littera 1° ;

3° pour l'année 2024 : un montant complémentaire correspondant au tiers du montant complémentaire reçu en application du littera 1°.

Le montant complémentaire sera versé en même temps que la subvention forfaitaire de fonctionnement en application des règles de calcul énoncées aux articles 5 à 9.

Art. 14. Si, après avoir calculé le montant de la subvention forfaitaire de fonctionnement pour chaque fédération ou association sportive ainsi que les montants complémentaires visés à l'article 13, il reste un solde sur les articles de base de la division organique « Sport » du budget de la Communauté française visés par l'article 43, 1°, 3°, 4° et 5°, du décret, celui-ci est réparti, entre les fédérations et les associations sportives au prorata du montant de la subvention qu'elles ont obtenu, sans tenir compte du complément visé à l'article article 13.

Art. 15. §1^{er}. La subvention octroyée à une fédération ou association sportive reconnue à partir du 1^{er} janvier 2022 est calculée en appliquant les règles mentionnées aux articles 5 à 9. Les données concernant le nombre de membres affiliés, de cercles, de moniteurs sportifs animateurs affiliés, de moniteurs sportifs affiliés, de moniteurs sportifs entraîneurs affiliés, d'arbitres nationaux affiliés et d'arbitre de haut niveaux affiliés ainsi que la présence d'un centre de formation prises en compte pour le calcul de la subvention sont celles renseignées dans la demande de reconnaissance de la fédération ou de l'association sportive.

§2. Par dérogation à l'article 4, §1^{er}, pour l'année budgétaire 2022, les montants à prendre en considération dans la division organique « Sport » du budget de la Communauté française sont les suivants :

1° pour l'article de base intitulé « subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations sportives reconnues » : 6.580.000 euros ;

2° pour l'article de base intitulé « Subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations sportives non-compétitives reconnues » : 200.000 euros ;

3° pour l'article de base intitulé « Subventions forfaitaires de fonctionnement des associations sportives reconnues à l'exception des associations du sport scolaire et du sport dans l'enseignement supérieur » : 202.000 euros ;

4° pour l'article de base intitulé « Subventions forfaitaires de fonctionnement à la fédération sportive handisport et à l'association sportive handisport de loisir » : 470.000 euros.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2022.

Art. 17. Le Ministre qui a le sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2022 déterminant la procédure d'introduction des demandes des subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations et associations sportives reconnues par la Communauté française, ainsi que leurs modalités de calcul et leurs conditions d'octroi

Tableau 1. – Grille d'évaluation du nombre de membres affiliés à une fédération ou association sportive – Enveloppe A

Tranche par nombre de membres	Nombre de points accordés
De 250 à 1.750 membres	0 point
De 1.751 à 2.750 membres	1 points
De 2.751 à 4.000 membres	2 points
De 4.001 à 5.500 membres	3 points
De 5.501 à 7.250 membres	4 points
De 7.251 à 9.250 membres	5 points
De 9.251 à 11.500 membres	6 points
De 11.501 à 14.000 membres	7 points
Au-delà de 14.001 membres et par tranche de 2.500 membres	1 point supplémentaire

Tableau 2. - Grille d'évaluation du nombre de cercles affiliés à une fédération ou association sportive. - Enveloppe B

Tranche par nombre de cercles	Nombre de points accordés
De 3 à 45 cercles	0 point
De 46 à 70 cercles	1 points
De 71 à 100 cercles	2 points
De 101 à 135 cercles	3 points
De 136 à 175 cercles	4 points
De 176 à 220 cercles	5 points
De 221 à 270 cercles	6 points
De 271 à 325 cercles	7 points
Au-delà de 325 et par tranche de 55 cercles	1 point supplémentaire

Tableau 3. - Grille d'évaluation du nombre de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs et de partenaires d'entraînement qui sont affiliés à une fédération ou association sportive et valorisation de la présence d'un centre de formation – Enveloppe C

Par sportif de haut niveau	3 points
Par espoir sportif	1,5 points
Par partenaire d'entraînement	1 point
Par centre de formation	30 points

Tableau 4. - Grilles d'évaluation du nombre de cadres sportifs, moniteurs sportifs, moniteurs sportifs entraîneurs, arbitres nationaux et arbitre international – Enveloppe D

Tableau 4.1 - Sous enveloppe D1

Par moniteur sportif animateur	1 point
Par moniteur sportif initiateur	3 points
Par moniteur sportif éducateur	5 points
Par moniteur sportif entraîneur	10 points

Tableau 4.2 – Sous-enveloppe D2

Par arbitre national	3 points
Par arbitre de haut niveau	10 points

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2022 déterminant la procédure d'introduction des demandes des subventions forfaitaires de fonctionnement des fédérations et associations sportives reconnues par la Communauté française, ainsi que leurs modalités de calcul et leurs conditions d'octroi.

Bruxelles, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/31915]

31 MAART 2022 — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor de indiening van aanvragen om forfaitaire werkingssubsidies voor door de Franse Gemeenschap erkende sportfederaties en -verenigingen, alsook van de berekeningsmethoden en toekenningsvoorwaarden ervan

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, artikel 34;

Gelet op de gendertest van 16 november 2021 opgesteld in toepassing van artikel 4, lid 2, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, uitgebracht op 30 november 2021;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 9 december 2021;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des sports", uitgebracht op 21 december 2021;

Gelet op het advies nr. 70.991/4 van de Raad van State, uitgebracht op 7 maart 2022, in toepassing van artikel 84, § 1^{er}, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 november 2020 tot vaststelling van de procedure voor de erkenning en de classificatie van de georganiseerde sportbeweging en tot vaststelling van subsidies voor de ontwikkeling van sport op hoog niveau en kaderopleiding;

Op de voordracht van de minister van Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o "decreet": het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

2^o "Bestuur" : het Algemeen Bestuur voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

3^o "begrotingsjaar": de periode die begint op 1 januari en eindigt op 31 december;

4^o "basisartikel": budgettaire onderverdeling bedoeld in de artikelen 6, 4^o, b), en 8, §1, tweede lid, van het decreet van 20 december 2011 houdende de organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap;

5^o "sportmonitor-animator": een natuurlijke persoon die houder is van een door de Administratie afgeleverd getuigschrift van sportmonitor-animator;

6^o "sportmonitor-initiator": een natuurlijke persoon die houder is van een door de Administratie afgeleverd getuigschrift van sportmonitor-initiator;

7^o "sportmonitor-opvoeder": een natuurlijke persoon die houder is van een door de Administratie afgeleverd getuigschrift van sportmonitor-opvoeder;

HOOFDSTUK 2. — *Indiening van aanvragen om forfaitaire werkingssubsidies*

Art. 2. Om in aanmerking te komen voor de forfaitaire werkingssubsidie bedoeld in artikel 34 van het decreet, moeten de erkende federaties en verenigingen een aanvraag indienen bij de Administratie aan de hand van de formulieren waarvan het model door de Minister wordt bepaald.

De subsidieaanvraag moet worden ingediend uiterlijk op 31 maart van het begrotingsjaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd. Aanvragen die na deze datum worden ingediend, worden niet in aanmerking genomen, behalve in naar behoren met redenen omklede gevallen van overmacht. Aanvragen die worden ingediend na 15 april van het begrotingsjaar waarvoor de subsidie wordt aangevraagd, zijn niet ontvankelijk.

De subsidieaanvraag wordt ondertekend door de administrateur van de betrokken federatie of vereniging die met het beheer ervan is belast.

Art. 3. §1. De erkende sportfederatie of -vereniging moet samen met haar subsidieaanvraag de volgende documenten overleggen:

1° de notulen van de laatste algemene vergadering, met inbegrip van het verslag van de verificateur van de rekeningen bedoeld in artikel 3:47 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, houdende goedkeuring van:

- a) de ontwerpbegroting voor het begrotingsjaar waarvoor de subsidieaanvraag wordt ingediend;
- b) de balans en de exploitatierekening, in termen van uitgaven en inkomsten, over het afgelopen jaar, gepresenteerd volgens het model dat is vastgesteld bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2020 tot vaststelling van het boekhoudkundig model voor sportfederaties, niet-competitieve sportfederaties, de federatie voor gehandicaptensport, multidisciplinaire sportverenigingen, de federatie voor vrijetijdssport met een handicap en de sportfederatie voor het hoger onderwijs;
- c) het verslag, bedoeld in artikel 3:48 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, dat door het bestuursorgaan is opgesteld;
- d) voor de federaties of verenigingen die geen programmaplan als bedoeld in artikel 37 van het decreet hebben ingediend, het activiteitenprogramma voor het lopende jaar en de prioritaire doelstellingen ervan;

2° de lijst van de aangesloten kringen of sportcentra in het hoger onderwijs, naargelang het geval, met mededeling voor elk van hen van:

- a) het adres van de maatschappelijke zetel;
- b) de gebruikelijke plaats van uitoefening van de activiteiten;
- c) het aantal aangesloten leden per leeftijds- en genrecategorie;
- d) de vermelding van de aanwezigheid van een automatische externe defibrillator (AED) in de sportfaciliteiten die door de kringen worden gebruikt, alsmede het bewijs dat er voor zijn leden permanente opleiding in het gebruik van de AED is georganiseerd;

3° het aantal leden van het pedagogisch kader, met vermelding van:

- a) hun statuut;
- b) de aard van hun overeenkomst;
- c) hun ambt;
- d) het aantal gewerkte uren in voltijdsequivalenten;

4° het aantal leden van het administratief kader, met vermelding van:

- a) hun statuut;
- b) de aard van hun overeenkomst;
- c) hun ambt;
- d) het aantal gewerkte uren in voltijdsequivalenten;

5° het aantal nationale scheidsrechters en scheidsrechters op hoog niveau per genrecategorie.

De lijst bedoeld in het eerste lid, 2° tot en met 5°, bevat gegevens die zijn bijgewerkt tot en met 31 december ten laatste van het begrotingsjaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de subsidieaanvraag wordt ingediend.

De in lid 1, 2° tot en met 5°, bedoelde gegevens zijn geaggregeerde gegevens die geen persoonsgegevens bevatten aan de hand waarvan een individueel persoon kan worden geïdentificeerd.

§2. Naast de informatie bedoeld in §1, 2°, verstrekt de gehandicaptensportfederatie ook informatie over het aantal aangesloten leden, per categorie van geclassificeerde handicap zoals bepaald door het Internationaal Paralympisch Comité, per aangesloten sporter.

Naast de informatie bedoeld in §1, 2°, verstrekt de gehandicaptensportfederatie ook informatie over het aantal aangesloten leden per categorie deficiëntie.

§3. Enkel de verplichtingen die voortvloeien uit §1, 1°, 2° en 4°, zijn van toepassing op de sportvereniging in het hoger onderwijs.

Enkel de verplichtingen die voortvloeien uit §1, 1° en 4°, zijn van toepassing op de schoolsportfederatie.

HOOFDSTUK 3. — *Berekeningsmethoden*

Art. 4. §1. De beschikbare kredieten van de basisartikelen van de organisatie-afdeling "Sport" van de begroting van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 43, 1°, 3°, 4° en 5° van het decreet worden, elk, verdeeld in vijf enveloppen gekenmerkt via de letters A tot E:

1° enveloppe A stemt overeen met het element "aantal leden" bedoeld in artikel 34, §2, eerste lid, 1°, van het decreet;

2° enveloppe B stemt overeen met het element "aantal kringen" bedoeld in artikel 34, §2, eerste lid, 2°, van het decreet;

3° enveloppe C stemt overeen met het element "aantal sporters met het statuut van sporters van hoog niveau, sportbeloften of trainingspartners" bedoeld in artikel 34, §2, eerste lid, 3°, van het decreet;

4° enveloppe D stemt overeen met het element "aantal pedagogische omkaderingspersoneelsleden, met inbegrip van nationale scheidsrechters en scheidsrechters van hoog niveau, die een gecertificeerde opleiding hebben gevolgd" bedoeld in artikel 34, §2, eerste lid, 4° van het decreet;

5° enveloppe E stemt overeen met het element "eerbiediging van de beginselen van goed bestuur" bedoeld in artikel 34, §2, eerste lid, 5°, van het decreet.

Het bedrag dat aan elk van de enveloppes moet worden toegewezen, wordt bepaald rekening houdend met de verhouding vermeld in artikel 34, §2, eerste lid van het decreet.

§2. De bepalingen van §1, 3°, zijn niet van toepassing op sportverenigingen en -federaties die geen sporters met het statuut van sporters van hoog niveau, sportbeloften of van bij hen aangesloten trainingspartners hebben.

Het bedrag dat moet worden toegekend aan elk van de in §1, 1°, 2°, 4° en 5°, bedoelde enveloppen, wordt bepaald rekening houdend met de verhouding vermeld in artikel 34, §2, eerste lid en tweede lid, van het decreet.

Voor de gehandicaptensportfederatie en de vrijetijdssportvereniging voor gehandicapten wordt het aan elk van de enveloppes toe te wijzen bedrag bepaald met inachtneming van de regel van artikel 34, §2, derde lid, van het decreet. De bepalingen van §1, 3° zijn niet van toepassing op de gehandicaptensportvereniging.

§3. Het bedrag van elke door toepassing van de paragrafen 1 en 2 vastgestelde enveloppe wordt vervolgens verdeeld over de verschillende in het basisartikel bedoelde federaties en verenigingen, overeenkomstig de procedures van de artikelen 5 tot en met 9.

§ 4. De aan een sportfederatie of -vereniging toegekende forfaitaire werkingssubsidie is de som van de verschillende bedragen die worden berekend in elke enveloppe van het basisartikel waarvoor de sportfederatie of -vereniging in aanmerking komt. Een sportfederatie of -vereniging kan slechts onder één basisartikel vallen door toepassing van het beginsel van de begrotingspecialiteit.

Art. 5. Binnen de A-enveloppe wordt een forfaitair vast bedrag van 15.000 euro toegekend aan elke sportfederatie of -vereniging, naargelang het geval. Dit forfaitaire bedrag wordt het "A-enveloppe forfaitair vast bedrag" genoemd.

De som van de "forfaitaire vaste bedragen van enveloppe A" die voor alle federaties of verenigingen zijn toegekend, wordt van het bedrag van enveloppe A afgetrokken om een saldo te verkrijgen dat "forfaitair bedrag a" wordt genoemd.

Het saldo van het forfaitair bedrag a wordt verdeeld over de sportfederaties of -verenigingen, rekening houdend met het aantal bij hen aangesloten leden en met inachtneming van de volgende nadere regels:

1° elke federatie of vereniging krijgt een aantal punten dat overeenstemt met het aantal aangesloten leden volgens het rooster in bijlage bij dit besluit (tabel 1):

2° de door elke federatie of vereniging behaalde punten worden vervolgens opgeteld om tot een "A-resultaat" te komen;

3° het "forfaitair bedrag a" wordt gedeeld door het "A-resultaat" om de waarde van een punt te verkrijgen;

4° de waarde van een punt wordt ten slotte vermenigvuldigd met het aantal punten dat de federatie of vereniging door toepassing van littera 1° heeft behaald om tot een bedrag te komen dat het "forfaitair variabel bedrag van de A-enveloppe" wordt genoemd.

Het bedrag dat in de A-enveloppe aan een federatie of vereniging wordt toegekend, wordt berekend door het "forfaitaire vaste bedrag van de A-enveloppe" en het "forfaitaire variabele bedrag van A-enveloppe" bij elkaar op te tellen. Dit bedrag wordt het "A-enveloppe forfaitair bedrag" genoemd.

Art. 6. §1. Binnen de B-enveloppe wordt een vast bedrag van 15.000 euro toegekend aan elke sportfederatie of -vereniging, naargelang het geval. Dit forfaitaire bedrag wordt het "B-enveloppe forfaitair vast bedrag" genoemd.

De som van de "vaste forfaitaire bedragen van enveloppe B" die aan alle federaties of verenigingen zijn toegekend, wordt van het bedrag van enveloppe B afgetrokken om een saldo te verkrijgen dat "forfaitair bedrag b" wordt genoemd.

Het saldo van het "forfaitair bedrag b" wordt verdeeld over de sportfederaties of -verenigingen, rekening houdend met het aantal bij hen aangesloten kringen en met inachtneming van de volgende nadere regels:

1° elke federatie of vereniging krijgt een aantal punten dat overeenkomt met het aantal aangesloten kringen volgens het rooster in bijlage bij dit besluit (tabel 2);

2° de door elke federatie of vereniging behaalde punten worden vervolgens opgeteld om tot een "B-resultaat" te komen;

3° het "forfaitaire bedrag b" wordt gedeeld door het "B-resultaat" om de waarde van een punt te verkrijgen;

4° de waarde van een punt wordt ten slotte vermenigvuldigd met het aantal punten dat de federatie of vereniging door toepassing van littera 1 heeft behaald om tot een bedrag te komen dat het "forfaitair variabel bedrag van de B-enveloppe" wordt genoemd.

Het bedrag dat in enveloppe B aan een federatie of vereniging wordt toegekend, wordt berekend door het "forfaitaire vaste bedrag van enveloppe B" en het "forfaitaire variabele bedrag van enveloppe B" bij elkaar op te tellen. In voorkomend geval worden ook de andere "forfaitaire variabele bedragen in enveloppe B", berekend volgens de regels van de paragrafen 2 en 3, aan dit bedrag toegevoegd.

Het bedrag dat in de B-enveloppe aan een federatie of vereniging wordt toegekend, wordt het "B-enveloppe forfaitair bedrag" genoemd.

§ 2. Indien het bedrag van het "forfaitaire bedrag van enveloppe B" van een sportfederatie of -vereniging hoger is dan vijftig procent van het "forfaitaire bedrag van enveloppe A", verkregen door toepassing van de regels bepaald in artikel 5 voor diezelfde federatie of vereniging, wordt het "forfaitaire bedrag van enveloppe B" verminderd tot vijftig procent van het bedrag van het "forfaitaire bedrag van enveloppe A", met een gewaarborgd minimum van 15.000 euro.

De rest van het verminderde forfait wordt in een gemeenschappelijke pot gestort.

De gemeenschappelijke pot wordt gevuld met alle saldi die zijn berekend voor de sportfederaties of -verenigingen waarvan het "forfaitaire bedrag van de B-enveloppe" hoger is dan het "forfaitaire bedrag van de A-enveloppe".

§3. Het bedrag van de in paragraaf 2 bedoelde gemeenschappelijke pot wordt verdeeld over de federaties of verenigingen waarvan het "forfaitair bedrag van de B-enveloppe" minder dan vijftig procent van het bedrag van het "forfaitair bedrag van de A-enveloppe" bedraagt, door toepassing van de volgende procedure:

1° het bedrag van de gemeenschappelijke pot wordt gedeeld door het aantal punten behaald door alle betrokken federaties of verenigingen. De rest van deze deling wordt de "x-rest" genoemd;

2° de "x-rest" wordt vermenigvuldigd met het aantal punten behaald door de betrokken federatie of vereniging door toepassing van de methode beschreven in §1, 1°. Het product van deze vermenigvuldiging staat bekend als het "forfaitaire variabele bedrag bis van de B-enveloppe";

3° de som van de bedragen van het "forfaitaire variabele bedrag bis van de B-enveloppe" en het "forfaitaire bedrag van enveloppe B" moet minder zijn dan vijftig procent van het bedrag van het "forfaitaire bedrag van enveloppe A", behoudens vermindering van dit bedrag. In dit geval wordt de rest in een gemeenschappelijke bis-pot gestort;

4° het bedrag van de gemeenschappelijke bis-pot wordt gedeeld door het aantal punten behaald door de federaties of verenigingen waarvan het "forfaitaire bedrag van enveloppe B", samen met het bedrag van het "variabele forfaitaire bedrag bis van enveloppe B" minder bedraagt dan vijftig procent van het bedrag van het "forfaitair bedrag van enveloppe A". De rest van deze deling wordt de "x bis rest" genoemd;

5° de "x bis-rest" wordt vermenigvuldigd met het aantal punten behaald door de betrokken federatie of vereniging door toepassing van de methode beschreven in §1, 1°. Het product van deze vermenigvuldiging wordt het "variabele forfaitaire bedrag ter van de B-enveloppe" genoemd;

6° de som van de bedragen van het "forfaitaire variabele bedrag ter van de B-enveloppe", het "forfaitaire variabele bedrag bis van de B-enveloppe" en het "forfaitaire bedrag van enveloppe B" moet kleiner zijn dan vijftig procent van het "forfaitaire bedrag van de enveloppe A", zoniet wordt het tot dit bedrag herleid. In dit geval wordt de rest gestort in een gemeenschappelijke ter-pot;

7° de regels beschreven in de littera's 4 tot 6 zijn van toepassing op de verdeling van het saldo van de gemeenschappelijke ter-pot tussen de betrokken federaties of verenigingen, en zo verder tot het saldo is uitgeput.

Art. 7. In enveloppe C wordt het bedrag van de enveloppe verdeeld over de sportfederaties of -verenigingen rekening houdend met enerzijds het aantal sporters van hoog niveau, sportbelofte en trainingspartners dat bij hen is aangesloten en anderzijds de aanwezigheid van een trainingscentrum binnen hen. Het bedrag van de enveloppe C wordt als volgt verdeeld:

1° elke federatie of vereniging krijgt een aantal punten toegekend voor elke sporter van hoog niveau, elke sportbelofte en elke trainingspartner die bij haar is aangesloten en voor elk opleidingscentrum dat bij haar is opgericht. Het aantal punten voor de bovengenoemde categorieën is vermeld in bijlage bij dit besluit (tabel 3);

2° de door elke federatie of vereniging behaalde punten worden vervolgens bij elkaar opgeteld om een "C-resultaat" te verkrijgen;

3° het bedrag van de enveloppe C wordt gedeeld door het "C-resultaat" om de waarde van een punt te verkrijgen;

4° de waarde van een punt wordt ten slotte vermenigvuldigd met het aantal punten dat de federatie of vereniging met toepassing van littera 1° heeft behaald om een bedrag te verkrijgen dat "forfaitair bedrag van enveloppe C" wordt genoemd.

Art. 8. §1. In enveloppe D is het bedrag van de enveloppe verdeeld in twee sub-enveloppen:

1) een sub-enveloppe waarin het aantal sportomkaderingspersoneelsleden wordt berekend. Deze wordt gewogen op 75% van het bedrag van de D-enveloppe en wordt "sub-enveloppe D1" genoemd;

2) een sub-enveloppe waarin het aantal scheidsrechters op hoog niveau en nationale scheidsrechters wordt berekend. Deze wordt gewogen op 25% procent van het bedrag van enveloppe D en wordt "sub-enveloppe D2" genoemd.

§2. De verdeling van het bedrag van "sub-enveloppe D1" geschiedt als volgt:

1° elke federatie of vereniging krijgt een aantal punten toegekend voor elke sportmonitor-animator, sportmonitor-initiator, sportmonitor-opvoeder en sportmonitor-trainer. Het aantal punten voor de bovengenoemde categorieën is bepaald in bijlage bij dit besluit (tabel 4.1);

2° de door elke federatie of vereniging behaalde punten worden vervolgens bij elkaar opgeteld om een "D1-resultaat" te verkrijgen;

3° het bedrag van de "sub-enveloppe D1" wordt gedeeld door het "D1-resultaat" om de waarde van één punt te verkrijgen;

4° de waarde van een punt wordt ten slotte vermenigvuldigd met het aantal punten dat de federatie of vereniging met toepassing van littera 1 heeft behaald, om tot een bedrag te komen dat het "forfaitaire bedrag van de sub-enveloppe D1" wordt genoemd.

§ 3. De verdeling van het bedrag van de "sub-enveloppe D2" geschiedt als volgt:

1° elke federatie of vereniging krijgt een aantal punten toegekend per nationale scheidsrechter en scheidsrechter van hoog niveau. Het aantal punten voor de bovengenoemde categorieën is bepaald in bijlage bij dit besluit (tabel 4.2);

2° de door elke federatie of vereniging behaalde punten worden vervolgens bij elkaar opgeteld om een "D2-resultaat" te verkrijgen;

3° het bedrag van de "sub-enveloppe D2" wordt gedeeld door het "D2-resultaat" om de waarde van één punt te verkrijgen;

4° de waarde van een punt wordt ten slotte vermenigvuldigd met het aantal punten dat de federatie of vereniging door toepassing van littera 1 heeft behaald, om tot een bedrag te komen dat het "forfaitaire bedrag van de sub-enveloppe D2" wordt genoemd.

§ 4. Het bedrag dat in enveloppe D aan een sportfederatie of -vereniging wordt toegekend, wordt berekend door het "forfaitaire bedrag van de sub-enveloppe D1" en het "forfaitaire bedrag van de sub-enveloppe D2" bij elkaar op te tellen. Dit bedrag wordt het "forfaitair bedrag van enveloppe D" genoemd:

Art. 9. §1. Een sportvereniging of -federatie voldoet aan het criterium met betrekking tot de naleving van de beginselen van goed bestuur indien: zij in haar midden een "Vivons Sport"-referent heeft aangewezen door toepassing van artikel 16, §1, van het decreet van 14 oktober 2021 betreffende de sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor de ethiek bij fysieke en sportieve activiteiten, alsook van een ethisch netwerk.

§2. In enveloppe E wordt het bedrag van de enveloppe als volgt verdeeld over de sportfederaties of -verenigingen die voldoen aan de voorwaarden van paragraaf 1:

1° voor elke federatie of vereniging worden de hieronder vermelde bedragen samengeteld om een bedrag te verkrijgen dat "A-D forfaitair bedrag" wordt genoemd:

a) Het "A-enveloppe forfaitair bedrag" verkregen door toepassing van de in artikel 5 vastgestelde regels;

b) Het "B-enveloppe forfaitair bedrag" verkregen door toepassing van de in artikel 6 vastgestelde regels;

c) Het "C-enveloppe forfaitair bedrag" verkregen door toepassing van de in artikel 7 uiteengezette regels;

d) Het "D-enveloppe forfaitair bedrag" verkregen door toepassing van de in artikel 8 uiteengezette regels;

2° de met toepassing van artikel 4 vastgestelde bedragen van de enveloppen A, B, C en D worden samengeteld om een bedrag te verkrijgen dat "som van de enveloppen A B C D" wordt genoemd;

3° het "A-D forfaitair bedrag" verkregen voor elke federatie of vereniging wordt vervolgens gedeeld door de "som van de enveloppen A B C D" om een bedrag E te verkrijgen;

4° voor elke federatie of vereniging wordt het bedrag E vermenigvuldigd met het bedrag van de met toepassing van artikel 4 vastgestelde E-enveloppe. Het aldus verkregen bedrag wordt het "forfaitaire bedrag van de E-enveloppe" genoemd.

HOOFDSTUK 4. — *Toekenningsprocedures*

Art. 10. §1. Het bedrag van de subsidie, vastgesteld met toepassing van de artikelen 5 tot en met 9, wordt jaarlijks aan de erkende sportfederatie of -vereniging toegekend voor een periode van twee begrotingsjaren.

Indien een federatie of vereniging erkend wordt tijdens de periode van twee jaar als bedoeld in lid 1, wordt het bedrag van haar forfaitaire werkingssubsidie berekend voor de volgende periode van twee jaar.

§ 2. Minimaal zestig procent van het subsidiebedrag moet worden besteed aan:

1° de bezoldiging van het administratief kaderpersoneel van de sportfederaties en de gehandicaptensportfederatie;

2° de bezoldiging van het administratief en sportief kaderpersoneel van niet-competitieve sportfederaties, multidisciplinaire sportverenigingen en de vrijetijdssportfederatie voor gehandicapten.

Onder bezoldiging wordt verstaan:

- het salaris in geld waarop arbeidscontractanten ten laste van de werkgever uit hoofde van hun dienstbetrekking recht hebben, met inbegrip van maaltijdcheques, vakantiegeld en eindejaarsuitkering, maar met uitsluiting van alle andere niet-wettelijke voordelen;

- de vergoeding verschuldigd aan een dienstverlener die is aangesteld in toepassing van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

§ 3. De forfaitaire werkingssubsidie moet worden gebruikt voor de aanwerving of bezoldiging van ten minste een half voltijdsequivalent van administratieve aard.

Art. 11. Het gebruik van het subsidiebedrag wordt gerechtvaardigd door overlegging van de volgende documenten:

1° een samenvattend verslag van de uitgaven;

2° alle boekhoudkundige stukken die de uitgaven rechtvaardigen.

Alle boekhoudkundige stukken ter staving van de subsidieaanvraag worden ter beschikking van de Administratie gehouden en moeten op eenvoudig verzoek binnen 15 werkdagen worden overgelegd, zodat de Administratie haar controleopdrachten kan uitvoeren. De documenten zullen door de federatie worden gearhiveerd voor een periode van 10 jaar, te rekenen vanaf de datum van betaling van het saldo van de subsidie. Zij kunnen te allen tijde gedurende deze periode worden gecontroleerd.

HOOFDSTUK 5. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 12. §1. In afwijking van artikel 2, lid 2, dienen sportverenigingen en -federaties hun subsidieaanvraag uiterlijk op 15 april 2022 in.

§2. In afwijking van artikel 3, §1, lid 2, worden voor de berekening van de forfaitaire werkingssubsidie voor de jaren 2022 en 2023 de volgende gegevens in aanmerking genomen:

1° het aantal aangesloten leden voor sportfederaties of -verenigingen is het aantal dat zij op 31 december 2019 aan de Administratie hebben overgemaakt;

2° het aantal aangesloten kringen voor sportfederaties of -verenigingen is het aantal dat zij op 31 december 2019 aan de Administratie hebben doorgegeven;

3° het aantal sportomkaderingspersoneelsleden, sportmonitors en sportmonitors-trainers voor sportfederaties of -verenigingen is het aantal dat zij van 1 januari 2013 tot 31 december 2020 aan de Administratie hebben doorgegeven;

4° de aanwezigheid van een opleidingscentrum binnen een federatie of vereniging wordt in aanmerking genomen op 31 december 2020;

5° het aantal sporters van hoog niveau, sportbeloften en trainingspartners aangesloten bij sportfederaties of -verenigingen is het aantal dat door deze laatste aan de Administratie wordt overgemaakt op 30 juni 2021;

6° het aantal nationale scheidsrechters en scheidsrechters van hoog niveau die aangesloten zijn bij sportfederaties of -verenigingen is het aantal dat door ze aan de Administratie wordt overgemaakt op 30 juni 2021.

Art. 13. De sportfederaties of -verenigingen die op grond van de regels van de artikelen 5 tot en met 9 het bedrag van hun forfaitaire werkingssubsidie verlaagd zien ten opzichte van het voor het jaar 2021 ontvangen bedrag, ontvangen de volgende aanvullende bedragen voor de jaren 2022 tot en met 2024:

1° voor het jaar 2022: een aanvullend bedrag dat hen in staat stelt een bedrag te verkrijgen dat, opgeteld bij het bedrag dat zij verkrijgen door toepassing van de regels, vermeld in de artikelen 5 tot en met 9, gelijk is aan het bedrag van de in 2021 ontvangen subsidie;

2° voor het jaar 2023: een aanvullend bedrag dat overeenstemt met twee derde van het extra bedrag ontvangen in toepassing van littera 1°;

3° voor het jaar 2024: een extra bedrag dat overeenstemt met een derde van het extra bedrag ontvangen in toepassing van littera 1°.

Het aanvullend bedrag wordt tegelijk met de forfaitaire werkingssubsidie uitgekeerd door toepassing van de in de artikelen 5 tot en met 9 uiteengezette berekeningsregels.

Art. 14. Indien er, na berekening van het bedrag van de forfaitaire werkingssubsidie voor elke sportfederatie of -vereniging en van de aanvullende bedragen bedoeld in artikel 13, een saldo overblijft op de basisartikelen van de organisatie-afdeling "Sport" van de begroting van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 43, 1°, 3°, 4° en 5° van het decreet, wordt dat saldo verdeeld over de sportfederaties en -verenigingen in verhouding tot het bedrag van de subsidie die ze verkregen hebben, zonder rekening te houden met de aanvullende bedragen bedoeld in artikel 13.

Art. 15. §1. De subsidie die vanaf 1 januari 2022 aan een erkende sportfederatie of -vereniging wordt toegekend, wordt berekend door toepassing van de regels die in de artikelen 5 tot en met 9 worden vermeld. De gegevens betreffende het aantal aangesloten leden, kringen, aangesloten sportmonitors-animatoren, aangesloten sportmonitors, aangesloten sportmonitors-trainers, aangesloten nationale scheidsrechters en aangesloten scheidsrechters op hoog niveau, alsmede de aanwezigheid van een opleidingscentrum, die in aanmerking worden genomen voor de berekening van de subsidie, zijn de gegevens die zijn vermeld in de aanvraag tot erkenning van de sportfederatie of -vereniging.

§2. in afwijking van artikel 4, §1, zijn voor het begrotingsjaar 2022 de in de organisatie-afdeling "Sport" van de begroting van de Franse Gemeenschap in aanmerking te nemen bedragen de volgende:

- 1° voor het basisartikel "Forfaitaire werkingssubsidies aan erkende sportfederaties": 6.580.000 euro;
- 2° voor het basisartikel "Forfaitaire werkingssubsidies aan erkende niet-competitieve sportfederaties": 200.000 euro;
- 3° voor het basisartikel "Exploitatiesubsidies aan erkende sportverenigingen, met uitzondering van schoolsportverenigingen en sport in het hoger onderwijs: 202.000 euro;
- 4° voor het basisartikel "Forfaitaire werkingssubsidies aan de gehandicaptensportfederatie en de vrijetijdsvereniging voor gehandicaptensport": 470.000 euro.

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2022.

Art. 17. De minister bevoegd voor sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2022.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap:

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/31722]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant 147 périodes supplémentaires à 10 établissements scolaires d'enseignement ordinaire en application de l'article 7 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, pour l'année scolaire 2021-2022

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française et plus particulièrement ses articles 2, 10°, 5, § 2, 5, § 3, 6, §§ 2 et § 3, et 7 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mars 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2022 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement octroie, pour l'année scolaire 2021-2022, 15 périodes supplémentaires pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés, en application de l'article 7 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, réparties au bénéfice de l'établissement d'enseignement secondaire ordinaire suivant :

En Région wallonne :

1. FASE 1527 - Institut Notre-Dame, Rue de Virelles, 75 à 3075 Chimay - 15 périodes dont 11 périodes forfaitaires supplémentaires du 1^{er} novembre 2021 au 30 septembre 2022, ainsi que 4 périodes complémentaires supplémentaires du 1^{er} novembre 2021 au 15 janvier 2022.

Art. 2. Le Gouvernement octroie, pour l'année scolaire 2021-2022, 11 périodes supplémentaires pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés, en application de l'article 7 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, réparties au bénéfice de l'établissement d'enseignement secondaire ordinaire suivant :

En Région wallonne :

2. FASE 2465 - Institut Cardijn Lorraine - Technique et Professionnel, Rue de Neufchâteau, 69 à 6700 Arlon - 11 périodes forfaitaires supplémentaires du 1^{er} janvier 2022 au 30 septembre 2022.

Art. 3. Le Gouvernement octroie, pour l'année scolaire 2021-2022, 12 périodes supplémentaires pour l'organisation du dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants et assimilés, en application de l'article 7 du décret du 7 février 2019 visant à l'accueil, la scolarisation et l'accompagnement des élèves qui ne maîtrisent pas la langue de l'enseignement dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, au bénéfice de l'établissement d'enseignement fondamental ordinaire suivant :

En Région Bruxelles-Capitale :

3. FASE 393 - Ecole Sainte-Marie, Rue Emile Feron, 9 à 1060 SAINT-GILLES - 12 périodes forfaitaires supplémentaires du 15 janvier 2022 au 30 septembre 2022.